

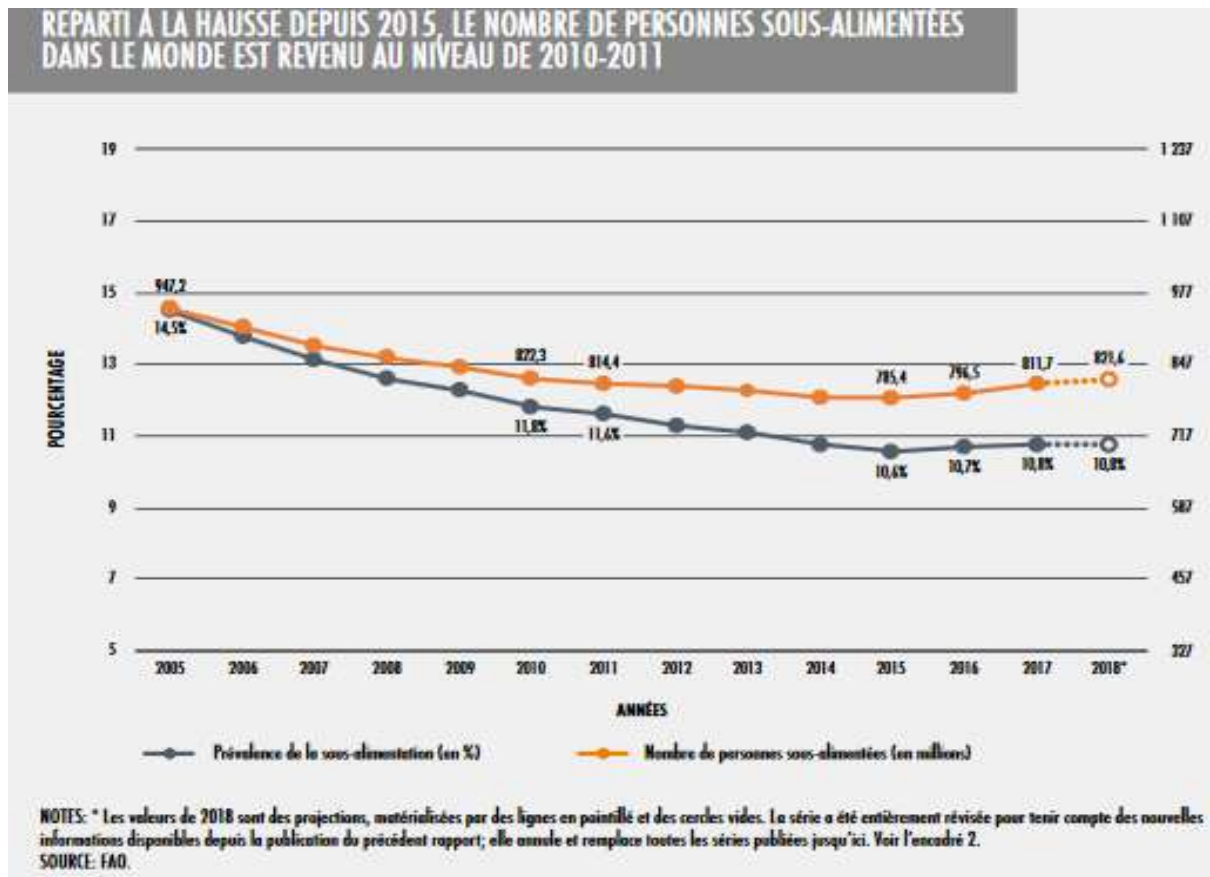
Bilan mondial 2019 de la faim et de la nutrition, insécurité alimentaire, préconisations de l'ONU

Au cours des deux colloques antérieurs de Royaumeix consacrés à « l'agriculture, l'alimentation et la citoyenneté », en 2017 et 2018, nous avons présenté une synthèse des publications annuelles de la FAO (Food and Agriculture Organisation). Les responsabilités mondiales de cette agence de l'ONU rendent incontournables ses bilans, ses analyses et ses préconisations, aussi bien pour les décideurs que pour les citoyens.

La périodicité des grands rapports ONU et l'évolution rapide de l'alimentation et de l'agriculture nous incitent à actualiser annuellement notre synthèse, ce qui donne lieu au présent texte pour 2019 (établi à partir des données chiffrées de 2018).

L'ampleur de la malnutrition, les deux indicateurs ONU

Chaque année au 15 octobre, la FAO présentait depuis des décennies son rapport annuel « de prestige » consacré à l'état de l'agriculture et de l'alimentation dans le monde. L'indicateur principal, le nombre des personnes sous-alimentées (d'où la prévalence, en ramenant ce nombre au nombre total d'individus) est calculé à partir de critères de consommation énergétique relevant les apports quotidiens mis à disposition des individus dans chaque pays. Après plusieurs décennies de baisse continue, due en particulier aux progrès de la productivité agricole, la prévalence mondiale des individus sous-alimentés est redevenue croissante depuis 2015. Elle s'établit en 2018 à environ 11% de la population mondiale, elle-même croissante, soit 822 millions d'individus sous-alimentés sur 7,6 milliards d'humains. La remontée observée demande, pour tenter de la contenir, la mise en place de mesures urgentes, ce qui a conduit l'ONU à se mobiliser particulièrement sur ce problème. Cette mobilisation passe d'abord par la connaissance des pratiques de nutrition.



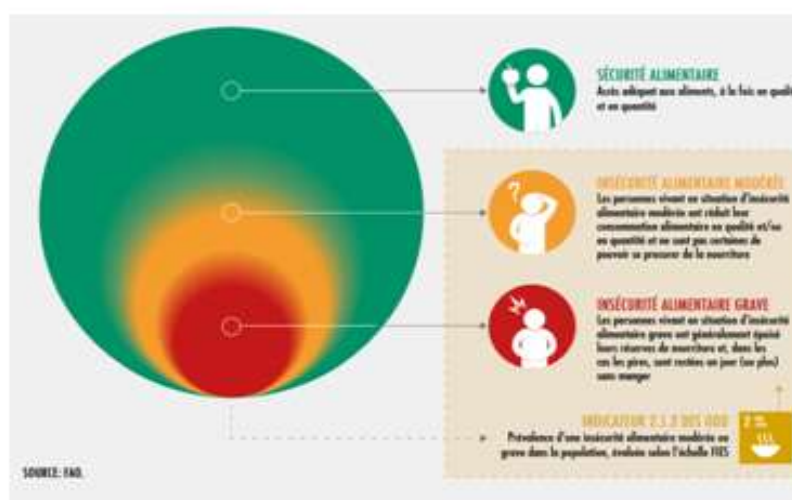
L'ONU a décidé en 2015 de rechercher des indicateurs autres qu'énergétiques. Ceux-ci ne révèlent pas suffisamment l'origine des malnutritions, qui peuvent reposer sur le déficit calorique, mais aussi sur le manque d'éléments indispensables tels que vitamines, oligo-éléments, minéraux divers... Pour cette démarche plus complète, cinq des agences de l'ONU : FAO, OMS (Organisation Mondiale de la Santé), PAM (Programme Alimentaire Mondial, consacré aux situations critiques), FIDA (Fonds pour le Développement Agricole), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance) ont collaboré et établi un ensemble d'indicateurs résultant d'un échantillonnage de déclarations individuelles. Ceci permet de cerner le concept d'**insécurité alimentaire**, ressenti avec plusieurs degrés de gravité. Le recueil des données fait appel dans chaque pays à des techniques sociologiques complexes ; il permet d'identifier plus précisément l'origine et les modalités de ce mal (l'insécurité alimentaire) qui frappe de multiples populations dans le monde. Le bilan annuel sera dorénavant livré dans un rapport conjoint des cinq agences précitées de l'ONU, et intitulé :

"L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde"



Le rapport mis en ligne le 15 juillet 2019 montre ainsi que chaque ensemble humain (pays, région), peut être caractérisé par son propre niveau d'insécurité alimentaire, dont il existe plusieurs degrés que le rapport définit et analyse.

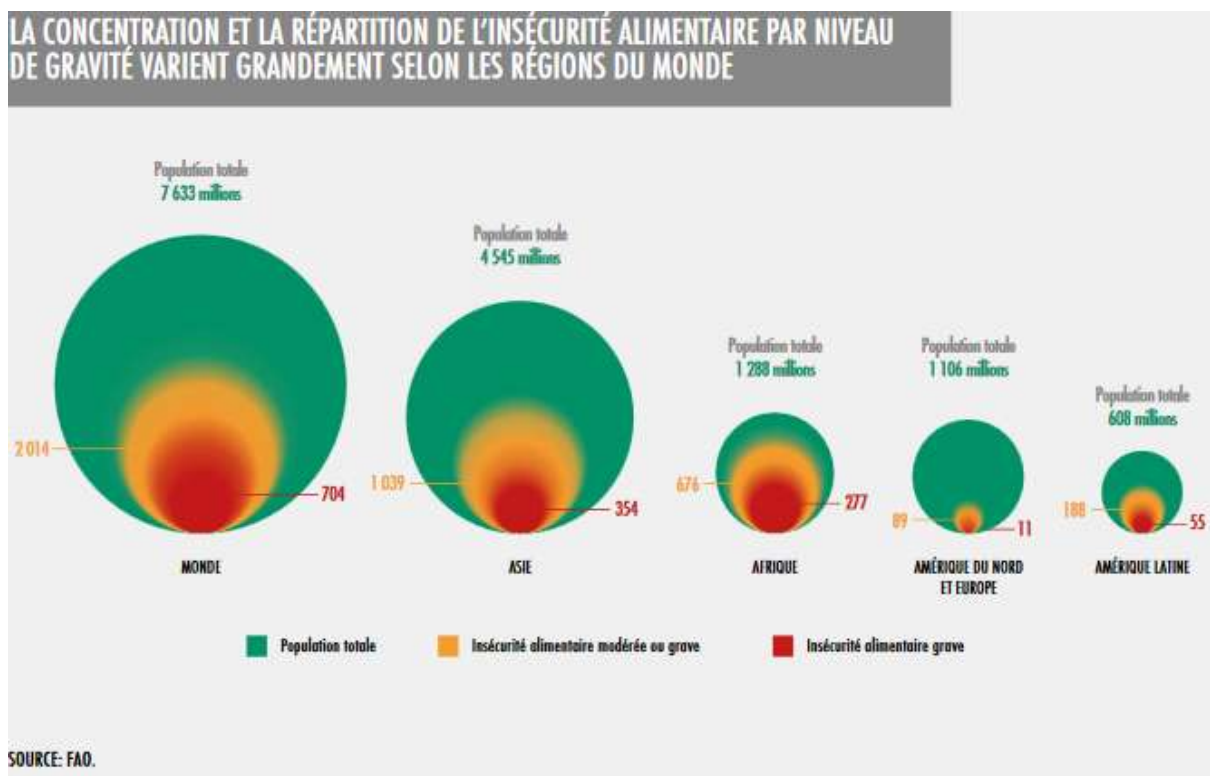
Le nouveau concept ONU « Insécurité alimentaire »



Une vision simple consiste à retenir deux degrés d'insécurité alimentaire :

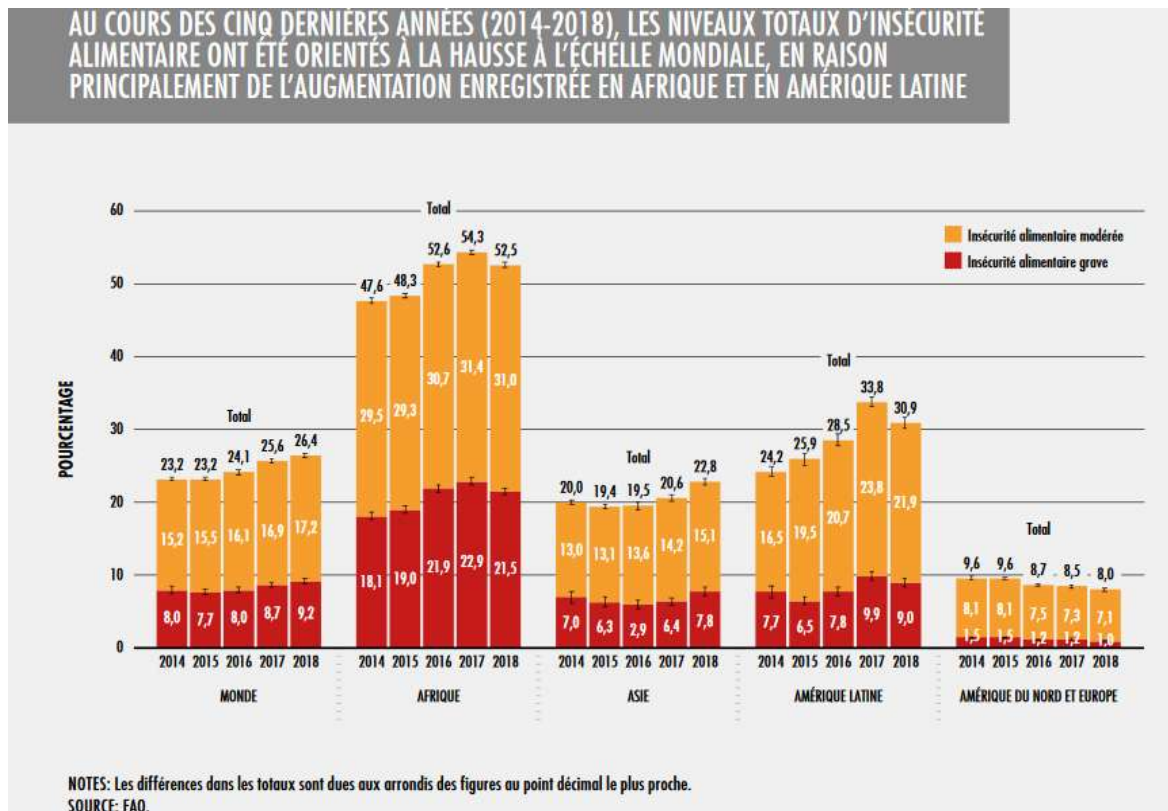
L'insécurité alimentaire grave (la faim au sens strict, avec risque mortel), dont le rapport montre qu'elle est subie à peu près par le même nombre d'individus que la classe des populations sous-alimentées de l'indicateur énergétique FAO précédent (environ 11% des individus, moyenne d'un chiffre très variable selon les régions), et **l'insécurité alimentaire modérée** (ou malnutrition) :

« ... nombre de personnes dans le monde, bien que ne souffrant pas de la faim, sont exposées à une insécurité alimentaire modérée, à savoir qu'elles ne sont pas toujours certaines de pouvoir se procurer à manger et se voient contraintes de ne pas manger en quantité suffisante ou de consommer des aliments de moindre qualité. C'est un phénomène de portée mondiale, qui sévit non seulement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, mais aussi dans les pays à revenu élevé » (rapport FIDA 2019)



L'insécurité alimentaire, qu'elle soit grave ou modérée, touche au total environ deux milliards d'individus dans le monde. A noter qu'un type de nutrition hypercalorique mais non équilibrée peut être classé comme malnutrition car il peut conduire à des pathologies comme l'obésité ou le diabète de type 2, en forte croissance actuellement. Au travers d'objectifs de développement durable (ODD), l'ONU cherche à réduire les différents types d'insécurité alimentaire. Cela comprendra la lutte contre la faim, mais aussi contre les pathologies de surcharge pondérale...

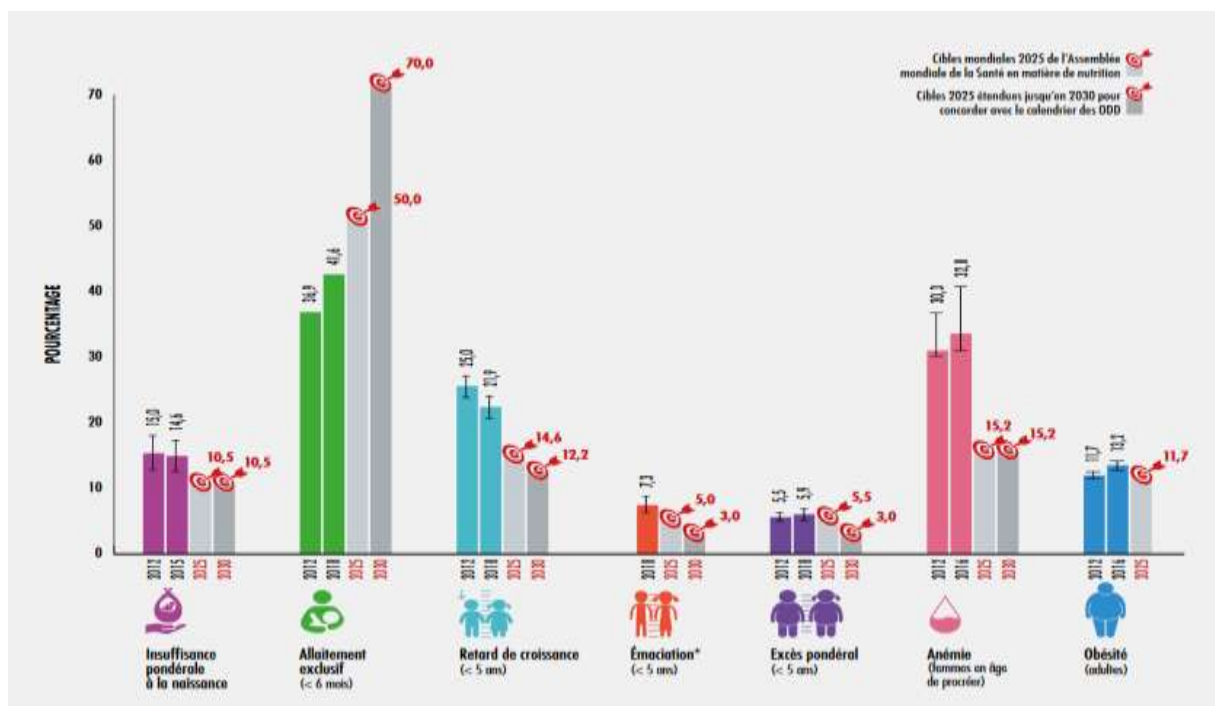
La nouvelle démarche permet d'être plus précis dans la recherche des causes de l'insécurité alimentaire et de son évolution. C'est ainsi que l'ONU observe par exemple une insécurité alimentaire grave dans certains pays bénéficiant pourtant de rentrées financières importantes et régulières parce qu'ils sont producteurs de matières premières de grande importance, mais où la "redistribution" interne des revenus s'effectue dans un contexte de larges inégalités sociales (avec éventuellement une corruption entretenue par "les clients")...



L'évolution observée au cours des cinq dernières années par groupe de pays (continents) donne déjà quelques renseignements précieux :

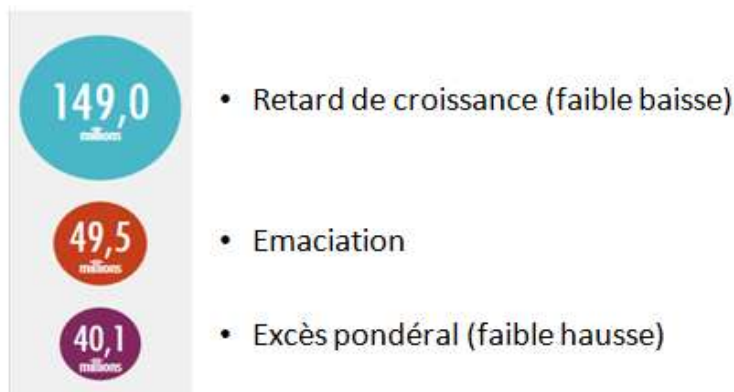
- La situation des pays très développés (Europe, Amérique du Nord) est en constante amélioration ; peu d'individus (sur 1,2 milliards) y connaissent la pauvreté et la faim extrêmes mais presque 10% sont en état d'insécurité alimentaire « modérée », ce qui pourra justifier des politiques adaptées (amélioration nutritive des aliments, aides sociales...)
- L'Afrique (1,2 milliards d'individus) est le continent le plus mal loti, avec un individu sur deux en insécurité alimentaire dont les 2/5^{ème} en insécurité grave. Il est en nette détérioration depuis 5 ans
- L'Asie (4,5 milliards) serait en amélioration grâce à une stabilité politique des grands pays, mais elle doit affronter des conflits à l'Ouest (pays arabes, seule sous-région asiatique en dégradation), et aussi des extrêmes climatiques dévastateurs pour les cultures (inondations).
- L'Amérique latine (600 millions) voit des conditions politiques très variables et fluctuantes (Vénézuéla, Brésil, Argentine) et surtout ses ressources naturelles attirent les convoitises de prédateurs.

Effets physiologiques de la malnutrition, leur évolution



L'ONU (UNICEF) porte un intérêt particulier à la malnutrition des enfants. Un nouvel indicateur est apparu dans le rapport 2019: l'insuffisance pondérale à la naissance (prévalence mondiale 15%) qui fait attendre de mauvais indicateurs ultérieurs. Deux indicateurs sont relatifs aux femmes en lien avec les nouveaux-nés : l'allaitement jusqu'au moins 6 mois (40%, cible ONU 70% en 2030) et l'anémie des femmes en âge de procréer (30%, cible ONU 15% en 2030).

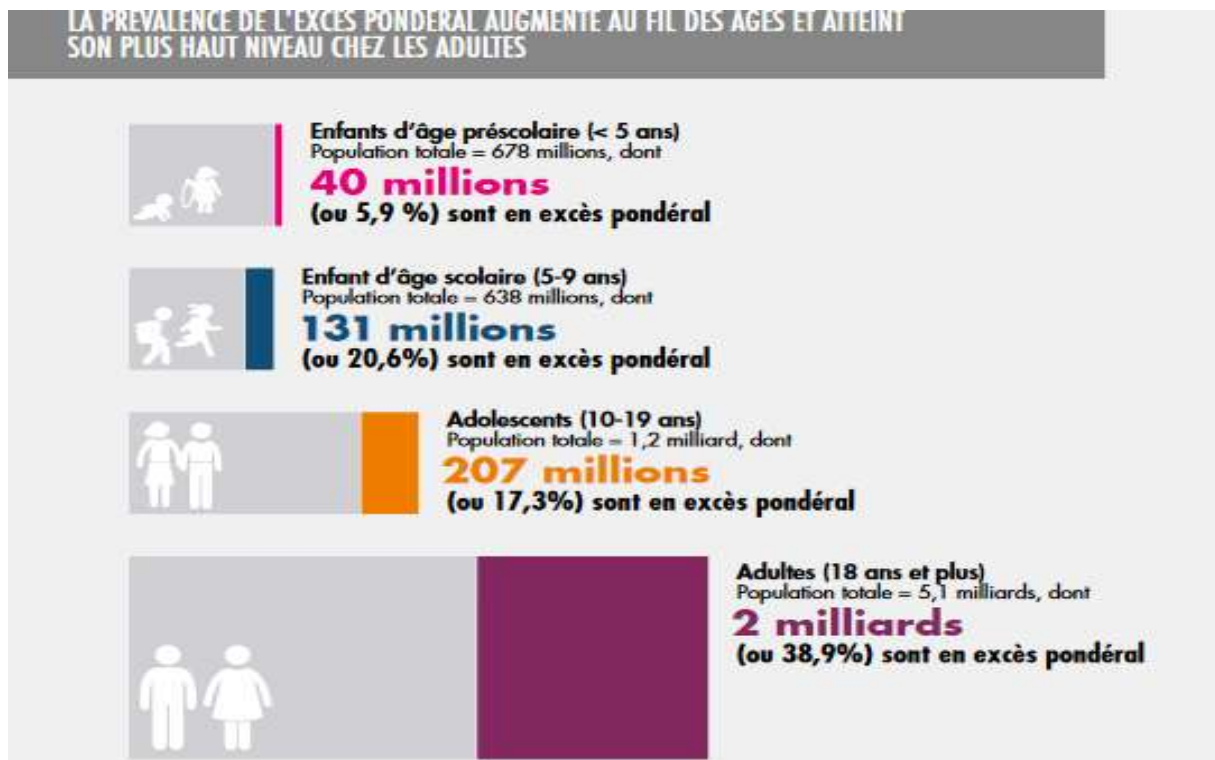
Malnutrition mondiale des enfants moins de 5 ans



Le nombre total d'enfants en malnutrition est de 240 millions, avec depuis 2012 une évolution lentement favorable, à l'exclusion de l'excès pondéral.

Pour la surcharge pondérale et l'obésité, observées pour tous les âges et toutes les régions, les valeurs observées sont inquiétantes, autant que leur évolution !





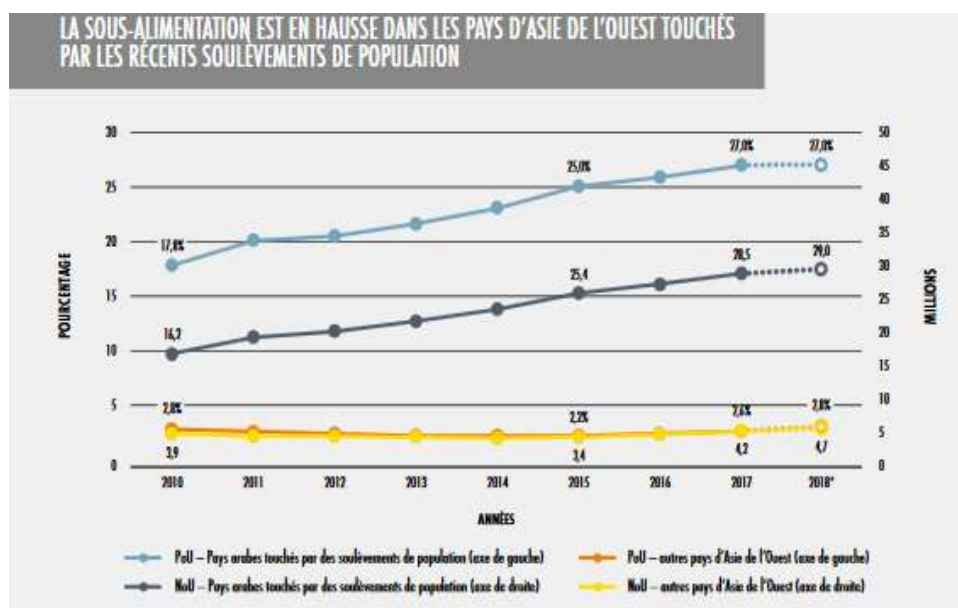
L'ONU considère comme prioritaire la lutte contre la **surcharge pondérale** et l'**obésité**, pathologies qui ont les traits d'une épidémie, et dont le prix en terme de santé publique, d'efficacité humaine, d'économie, est effarant.

Parmi les causes de la faim : conflits, et extrêmes climatiques

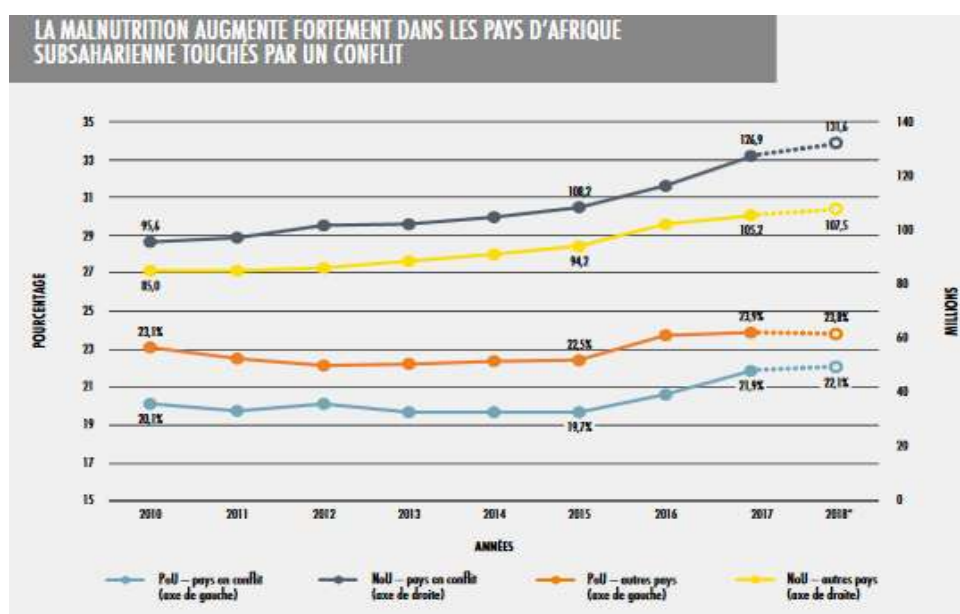
Les précédents rapports de la FAO avaient mis en évidence deux causes de l'insécurité alimentaire pour un pays donné : les situations de conflit armé ou les soulèvements de population (rapport FAO 2017), et les évolutions climatiques (rapport FAO 2018).

Quelques éléments nouveaux sont donnés par l'ONU, sur la première cause, les situations de conflit armé et les soulèvements de population. On constate qu'en Asie de l'Ouest et en Afrique subsaharienne, ces éléments ont participé à l'augmentation de l'insécurité alimentaire. Les conflits armés ont constitué le principal moteur des crises alimentaires en 2018, avec 74 millions de personnes touchées, dont les deux tiers étaient en état d'insécurité alimentaire grave.

Asie de l'Ouest, soulèvements de population



Afrique subsaharienne et conflits armés



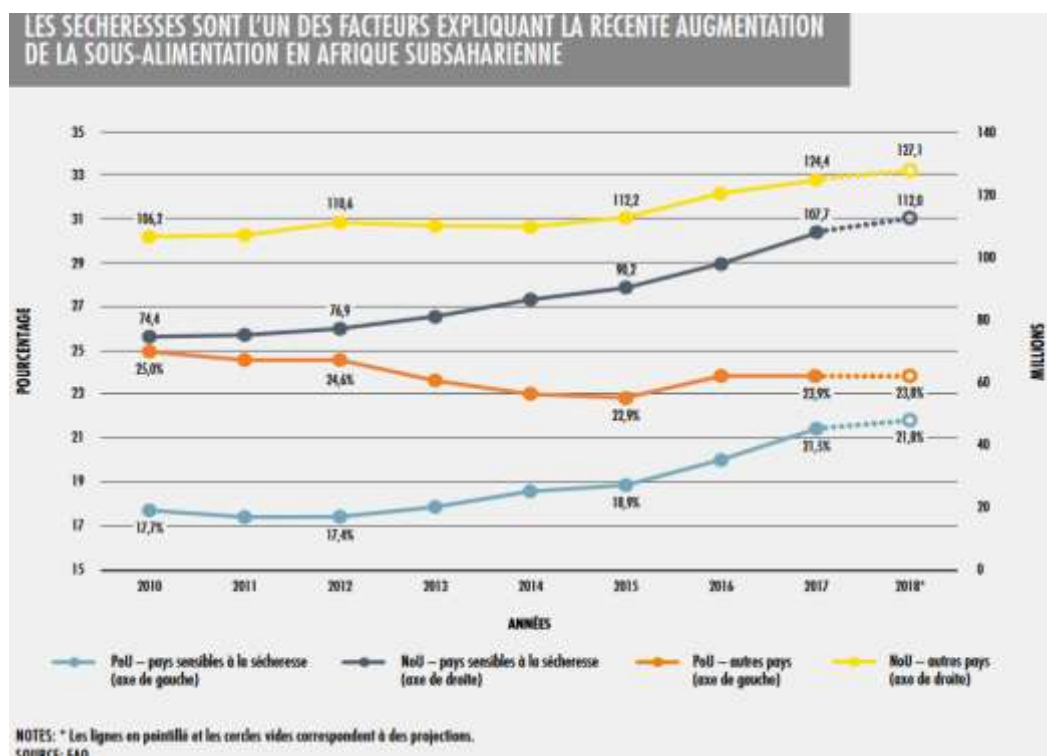
L'autre catégorie de causes de la dégradation de la situation alimentaire ce sont les grandes perturbations climatiques engendrées par une augmentation, même faible, de la température moyenne (perturbations dites « extrêmes

climatiques » dues au « réchauffement climatique ». Les deux principaux extrêmes sont d'une part les tempêtes, les ouragans et inondations, d'autre part les sécheresses. Ces deux types seront probablement de plus en plus dévastateurs dans l'avenir. Les phénomènes climatiques et les catastrophes naturelles ont été en 2018 la première cause d'insécurité alimentaire grave chez 29 millions de personnes supplémentaires.

Les tempêtes et inondations, dévastant les cultures, sont observées dans des zones côtières et insulaires, ou dans les estuaires de grands fleuves d'Asie (Gange, Bramapoutre, etc..) à haute concentration humaine, les ouragans aux Caraïbes ou en Asie du Sud-Est...

L'effet des sécheresses (Afrique subsaharienne en particulier) a pu être observé sur les pays sensibles à la sécheresse (comme le Niger ou le Mali): de 2010 à 2018, augmentation de 40 millions d'individus sous-alimentés, augmentation de la prévalence de 17% à 21%. L'effet est d'autant plus sensible quand il s'agit de populations démunies vivant dans des zones reculées.

Afrique subsaharienne et sécheresse



Les facteurs économiques et sociaux

Au-delà des deux causes (conflits, climat) précédemment identifiées, le rapport 2019 a pu approfondir l'importance des facteurs économiques et politiques qui interviennent pour créer, ou accroître, les insécurités alimentaires dans les différents pays. Le rapport 2019 donne un éclairage sur certains aspects socio-économiques, et leur rôle dans la montée récente de la faim. Il s'agit là de la troisième cause de faim ou de malnutrition, particulièrement importante car influant directement sur les prix à la consommation de nourriture. Les trois déterminants ne sont d'ailleurs pas indépendants, sachant que les bouleversements provoqués par les conflits et les phénomènes climatiques sont aussi généralement nuisibles pour la croissance économique. Cette complexité nuit à une compréhension simple du phénomène.

Le sous-titre du rapport « ***se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*** » traduit l'objectif d'analyser plus précisément l'influence des conditions économiques.

La hausse de la sous-alimentation (plus généralement, de l'insécurité alimentaire) depuis 2011 a concordé dans la plupart des cas avec des périodes de ralentissement de la croissance, ou de régression économique (84% des pays concernés par la faim, et il s'agit de pays « à revenu intermédiaire » plutôt que des pays « à bas revenu »). La progression de la prévalence de la sous-alimentation dans les pays frappés par des fléchissements économiques est plus importante (5,1 points de pourcentage) que dans les pays en situation de vulnérabilité face à des phénomènes climatiques extrêmes (2,3 points de pourcentage) ou qui ont été touchés par des conflits (2,2 points de pourcentage). En moyenne, un recul de 10 % de la croissance économique de 2011 à 2017 est associé à une augmentation de la prévalence de sous-alimentation de 1,5 point.

Or, les perspectives pour l'économie mondiale se sont assombries, dans un contexte marqué par un durcissement probable des tensions commerciales et un risque de hausse des coûts d'emprunt mondiaux. La menace d'une nouvelle récession économique mondiale est réelle. En début d'année 2019, le FMI a

revu ses prévisions de croissance mondiale pour les abaisser à un niveau jamais atteint depuis la crise financière de 2009, en raison d'une dégradation des perspectives dans la plupart des grandes économies.

L'incidence des ralentissements de la croissance ou des fléchissements économiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition ne peut être isolée des causes immédiates de l'insécurité alimentaire que sont :

-d'une part **la pauvreté**. Le seuil « international » de pauvreté, de 1,9 \$ par jour et par personne, n'est pas atteint par 783 millions de personnes, et le nombre de personnes extrêmement pauvres est passé selon l'ONU de 277 à 413 millions de personnes de 1990 à 2015; l'insécurité alimentaire est donc générale pour les pauvres dans cette catégorie de revenus. La lutte contre la pauvreté est l'objectif de développement durable (ODD) n°1 de l'ONU.

-d'autre part et surtout **les inégalités sociales internes aux pays**, en hausse dans près de la moitié des pays, et conduisant à la marginalisation des classes les plus pauvres même dans des pays « à revenu intermédiaire ». Ces pays sont souvent caractérisés par de fortes inégalités, associées à la structure même de l'économie, qui comprend un nombre limité de secteurs développés, souvent dépendants de marchés extérieurs, et familiers de corruption.

Quel mécanisme conduit-il à cet enchaînement de l'insécurité alimentaire aux inégalités sociales en période de récession? Un fléchissement économique s'accompagne souvent d'un accroissement du chômage et d'un recul des salaires et des revenus, qui menacent l'accès des pauvres aux aliments et aux services sociaux essentiels. L'accès des pauvres à des aliments nutritifs de qualité, généralement les moins abordables, peut être compromis, tout comme l'accès à des services de base tels que les soins de santé. Cet effet est d'autant plus notable que la société est plus inégale, les prix des aliments de qualité étant en régime libéral « tirés vers le haut » par les classes les plus riches.

Un mécanisme voisin concerne les pays fortement dépendants des PdB (produits de base : pétrole et autres produits énergétiques, métaux et minerais, produits alimentaires de base tels que les céréales). Quarante-vingt pour cent (52 sur 65) des pays qui ont connu une recrudescence de la faim au

cours des récents ralentissements économiques sont des pays en **forte dépendance à l'égard des PdB** pour leurs exportations et/ou leurs importations.

Par exemple les pays spécialisés dans des monocultures d'exportation, cacao en Côte d'Ivoire, huile de palme en Indonésie, soja en Amérique latine, sont fragilisés par la volatilité des prix d'où des incertitudes de recettes. Au cours de la période considérée, une augmentation moyenne de 1% de la dépendance à l'égard des exportations de PdB entraîne une augmentation moyenne de 2,2 % de la prévalence de la sous-alimentation. Dans l'éventualité d'une chute dans la demande mondiale de PdB (chute évoquée d'1/3 au cours des 10 prochaines années), une adaptation des pays exportateurs sera nécessaire.

Pour ce qui est de la dépendance à l'égard des importations de PdB, la corrélation est plus forte puisqu'elle se traduit pour une augmentation de 1% de la dépendance par une progression moyenne de la sous-alimentation de 3,8% . La dépendance envers les produits alimentaires d'importation conduit en effet à des incertitudes de consommation surtout pour les classes les plus pauvres.

En outre, de nombreux pays tributaires des PdB ont eu davantage recours à l'emprunt pour consolider leurs finances. Les pays tributaires des PdB qui sont confrontés à une diminution de leurs recettes fiscales causée par la faiblesse ou la baisse des prix de ces produits n'ont généralement pas d'autres solutions que d'augmenter leur endettement pour financer les déficits. Or ce type de politique a pour effets de creuser la dette publique, de ralentir encore davantage la croissance et le développement à long terme et d'accroître le montant des échéances dues. Par exemple, de nombreux exportateurs sud-américains de PdB ont vu leurs déficits budgétaires s'envoler, ce qui a provoqué une hausse des ratios dette publique/PIB.

Dans un grand nombre des cas susmentionnés, les fruits de la croissance économique ne sont pas équitablement répartis et ne profitent pas suffisamment aux populations. On constate même, dans certains cas, qu'ils ne bénéficient pas du tout aux populations les plus pauvres et les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Les phénomènes économiques influenceront

toujours sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en fonction des niveaux d'extrême pauvreté et de l'étendue de l'exclusion dont les pauvres font l'objet du fait de diverses inégalités. Toutefois, les effets de ces phénomènes peuvent varier d'un pays à l'autre. Les inégalités de revenus se creusent dans plusieurs pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. On observe également des inégalités dans l'accès aux services de base et aux moyens de production, entre les ménages et au sein de ceux-ci. Dans ce contexte, il est plus difficile pour les groupes pauvres et marginalisés de récolter les fruits de la croissance économique.

Au-delà de la lutte contre la sous-alimentation, les facteurs économiques et sociaux sont déterminants pour expliquer le développement de **l'obésité** dans toutes les catégories de sociétés : *«Il a été établi que l'accessibilité économique d'aliments hautement transformés à densité énergétique élevée (ainsi que le manque d'accessibilité géographique et temporelle d'aliments nutritifs) était l'un des principaux facteurs déterminants de la combinaison insécurité alimentaire et obésité dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire; en général, ces aliments sont largement disponibles dans les pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) et dans les pays à revenu élevé et sont souvent moins chers que les aliments frais et de bonne qualité nutritionnelle.»*

Il semble donc qu'au delà des situations géographiques et des sensibilités aux extrêmes climatiques qui les touchent, l'insécurité alimentaire dans le monde croît avec **les inégalités sociales** dans les différents pays. Celles-ci sont de même exacerbées dans les pays dont **l'économie est très dépendante des produits de base** (énergie, minéraux, forêts, aliments) surtout en période de ralentissement économique (crise depuis 2008), avec en outre les **effets déstabilisants d'investissements étrangers** intéressés par des rendements financiers supérieurs à ce que le pays peut concéder. La situation empire même avec la mise en concurrence irréfléchie de petits producteurs locaux avec des producteurs mondiaux subventionnés par ailleurs. Tous les analystes de bon sens s'en doutaient un peu, mais il est bien que cela apparaisse dans les travaux de l'ONU....

Conclusions : les préconisations suite au bilan de l'ONU

Afin de préserver la sécurité alimentaire et la nutrition, il est primordial d'avoir mis en place en amont des politiques économiques et sociales qui permettent, lorsqu'on entre dans un cycle économique défavorable, d'en contrer les effets tout **en évitant à tout prix des coupes dans les services essentiels, tels que les soins de santé et l'éducation.**

À plus long terme, cependant, on ne parviendra à relever ce défi qu'en misant sur une **transformation structurelle inclusive et favorable aux pauvres**, notamment dans les pays caractérisés par une **dépendance forte à l'égard du commerce des produits de base.**

Pour faire en sorte que cette transformation structurelle soit orientée vers les pauvres et qu'elle n'exclut personne, on se devra d'intégrer les questions de sécurité alimentaire et de nutrition dans les efforts de lutte contre la pauvreté, tout en veillant à ce que **la réduction des inégalités sociales en général, y compris les inégalités entre les sexes et l'exclusion sociale** dont souffrent certains groupes de population, soit poursuivie, soit comme moyen d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, soit comme une finalité à part entière.

Le rapport « de prestige » FAO du 15 octobre 2019

A la suite de la décision de créer le rapport annuel "***L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde***", la FAO a restreint son rapport annuel « ***La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*** » à des thèmes spécifiques, comme pour 2019 le thème des pertes et gaspillages de denrées alimentaires. Ce rapport a fait l'objet d'un résumé le 15 Octobre, préliminaire à une édition complète au cours de Novembre, que nous présentons succinctement maintenant. L'analyse du texte semble montrer l'impuissance actuelle de la FAO de proposer un ensemble de solutions solides et argumentées à ce vaste problème multiforme que constituent les pertes et gaspillages de denrées alimentaires.



Des données et des méthodes encore insuffisantes

Réduire les pertes et gaspillages de denrées alimentaires est l'une des **cibles essentielles des objectifs de développement durable** de l'ONU.

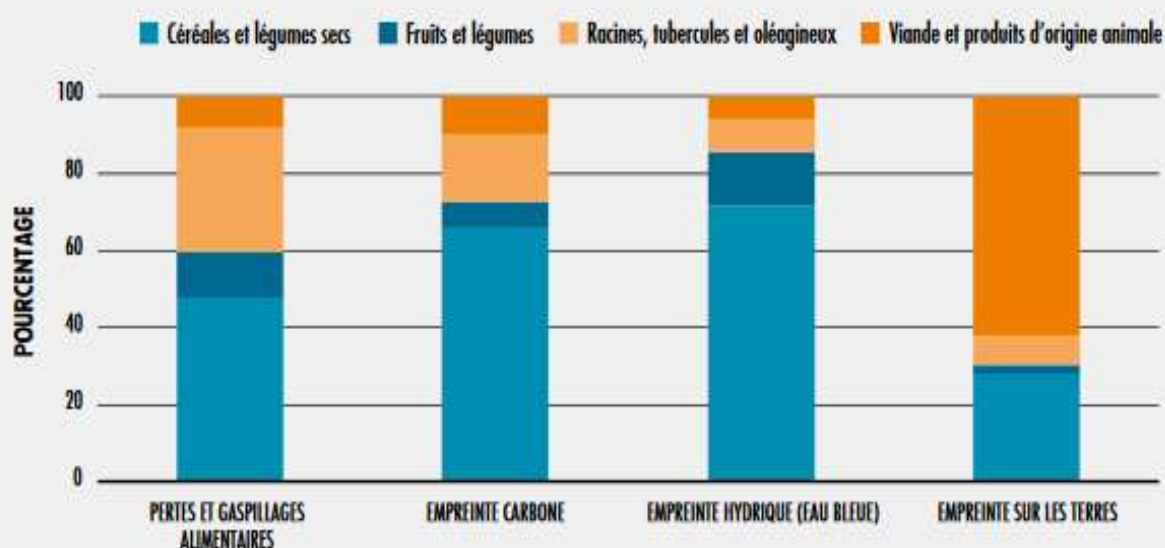
On a pu jusqu'ici évaluer les **pertes**, définies comme résultant des étapes de la chaîne alimentaire entre « l'après récolte » (inclus) et la vente au détail des denrées (exclu) : 14% des aliments produits sont perdus, ceci dépendant des groupes d'aliments concernés, de la région de production et de la proximité des régions de consommation. La diminution des pertes justifiera la mobilisation de la partie amont de la chaîne alimentaire, comprenant les producteurs éventuellement industriels, et plusieurs niveaux éventuels de la puissance publique : systèmes de stockage, abattoirs, conservation y compris frigorifique, systèmes de transport, etc. Cette partie amont est la plus susceptible d'être sensible aux préconisations de la FAO ou autres instances.

Les **gaspillages**, définis comme résultant de l'action des détaillants et des consommateurs, seront évalués par des méthodes en cours d'élaboration. Cette partie aval est sensible à des discours économiques ou citoyens de diverses catégories, et elle interfère avec d'autres considérations liées à l'environnement.

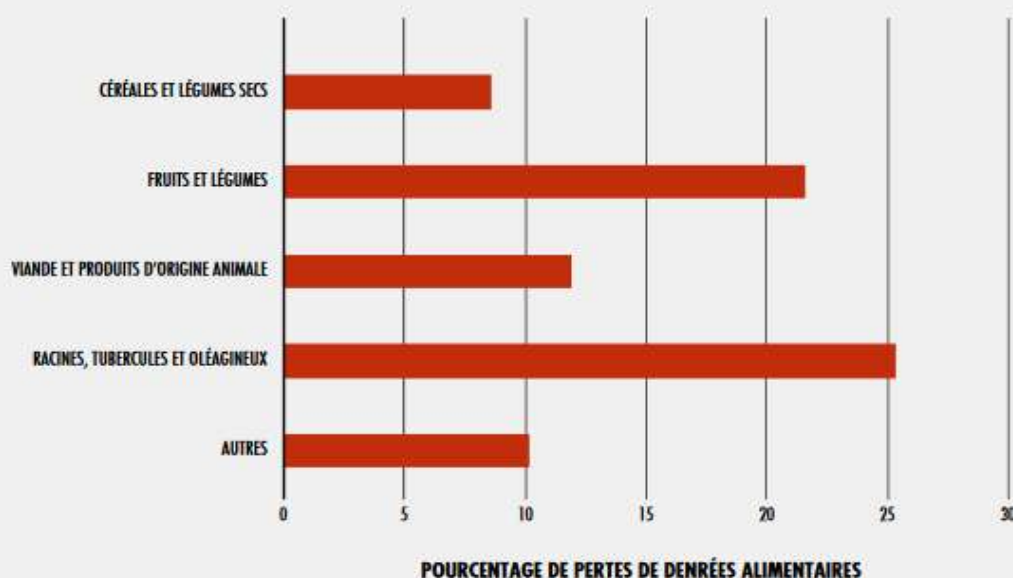
Pour s'attaquer aux causes, il faudra **réunir des données** sur les points de la chaîne où ces pertes et gaspillages existent, et sur les facteurs déterminants sous-jacents.

Pour identifier des avantages sociétaux majeurs à la réduction des pertes et gaspillages, il faudra être en mesure d'**analyser les liens** entre pertes et gaspillages d'une part et sécurité alimentaire et nutrition d'autre part. Cet ensemble conceptuel est en cours d'élaboration. Un certain niveau minimum de pertes et de gaspillages seront de toute façon inévitable, quelles que soient les mesures prises.

CONTRIBUTION DES PRINCIPAUX GROUPES D'ALIMENTS AUX PERTES ET GASPILLAGES ALIMENTAIRES TOTAUX ET LEUR EMPREINTE (CARBONE, EAU BLEUE ET TERRES)



PERTES DE DENRÉES ALIMENTAIRES ENTRE LA FIN DE LA RÉCOLTE ET LA DISTRIBUTION EN 2016, POURCENTAGES PAR GROUPE DE PRODUITS



NOTE: Le pourcentage de pertes alimentaires correspond à la quantité physique perdue pour différents produits de base, divisée par la quantité produite. Une pondération économique est utilisée lors de l'agrégation des pourcentages au niveau régional ou au niveau d'un groupe de produits, de façon à ce que les pertes de produits de base de plus grande valeur pèsent plus lourd que celles de produits de moindre valeur.